

# **Faire des jardins collectifs des outils efficaces de lutte contre la montée des déséquilibres alimentaires**

## **Défis et orientations**

**Eléments de synthèse du colloque franco-américain**  
*Jardinage collectif, montée des déséquilibres alimentaires  
et politiques urbaines*  
**Paris 15-16 juin 2016**



<b>Sommaire</b>	
Préambule	
Avertissement	
<b>Première partie : Les défis à relever</b>	
I -1 Rappel : la montée des déséquilibres alimentaires et ses coûts	
I -2 Le jardinage peut être facteur d'amélioration des pratiques alimentaires.	
I -3 Par contre en France les jardins collectifs sont sous-utilisés et très souvent mal utilisés.	
I -4 Où sont les habitants précaires, les jeunes, les parents de jeunes enfants et les hommes ?	
<b>Deuxième partie : Les stratégies américaines d'animation</b>	
II-1 Le jardin comme base d'une action rayonnante vers les habitants du quartier.	
II 1-A Enfant, adolescent, adulte : devenir « leader », porteur d'un changement des pratiques alimentaires du voisinage.	
II 1-B Investir la rue et le marché	
II 1-C Intégrer le fonctionnement de chaque groupe de parcelles dans une dynamique globale d'agriculture urbaine	
II 1-D Faire du groupe de jardins un marqueur de l'espace public urbain	
II-2 Réenchanter : s'adresser à la sensibilité et à l'imagination tout autant qu'à la raison pour valoriser l'activité jardinière et la production de nourriture	
II 2-A En insérant le jardinage dans une histoire et une identité culturelle à retrouver et affirmer	
II 2-B En politisant et en présentant l'activité jardinière en termes de pouvoir à reconquérir	
II 2-C Pour intégrer les adolescents et les jeunes adultes le recours à la relation marchande s'avère un moyen efficace de valorisation de l'activité jardinière.	
II-3 Faire des jardins un outil pour une politique sociale de l'habitat : l'exemple de Sun Valley à Denver.	
<b>Bilan et Perspectives</b>	

## **Préambule**

### **Extraits de l'allocution de Monsieur Eric Briat**

Adjoint au Directeur de la Ville et de la Cohésion urbaine.

Commissariat Général à l'Égalité de Territoires

« Clarifions nos objectifs, hiérarchisons-les, car les décideurs finissent par s'y perdre et les projets, souvent fragiles, à perdre de leur cohérence. »

« Oui, **la clarification est nécessaire**. De ce point de vue, je retiens pour ma part les deux questionnements proposés par PADES pour ce colloque :

- Comment faire pour que les jardins soient accessibles à ceux qui en ont besoin ?
- Comment faire pour que le jardin soit réellement un support d'amélioration des pratiques alimentaires ? »

« A cet égard, et à grands traits, ce travail de comparaison [France / Etats-Unis] me semble fondé sur les convergences de nos contextes socio-économiques et urbains respectifs :

- Convergence des modes de vie et plus précisément, des modes de consommation ;
- Convergence des phénomènes de concentration urbaine de pauvreté ;
- Convergence dans la dégradation des conditions de santé induites par les difficultés socio-économiques des habitants, et particulièrement, convergence dans le développement de comportements de consommation alimentaire qui aboutissent à des situations de déséquilibre nutritionnel. »

### **Avertissement**

*Nous ne présentons pas ici les Actes d'un colloque, c'est -à-dire le contenu de l'ensemble des communications qui ont été présentées au cours des deux journées de rencontre. Voulant livrer au public français un document lisible et court, facilement diffusable, nous avons centré ces Eléments de synthèse sur les apports des acteurs Nord-Américains. Nous avons donc renoncé à présenter la plupart des contributions françaises, en dépit de leur intérêt. En outre, aucune des communications n'est présentée dans son intégralité. Au contraire il nous a paru plus utile de ne retenir que certains points forts des exposés, sans toujours respecter la lettre du texte initial. En revanche nous avons inséré des liens hypertexte vers des documents complémentaires dont le lecteur pourra ainsi prendre connaissance sous leur forme originale.*

*Nous prenons la responsabilité du choix des thèmes retenus et de la forme sous laquelle nous présentons les apports qui nous ont semblé essentiels.*

## Première partie

# Les défis à relever

### *I-1 Rappel : la montée et le coût des déséquilibres alimentaires*

#### **Des chiffres qui enflent.**

Monsieur Nicolas NOTIN de l'ARSidf a montré qu'en Île de France, en cinq ans, de 1997 à 2012, la prévalence de l'obésité a fait plus que doubler (augmentation de 106%). Elle concernerait 14,4% de la population, soit 1,6 millions de personnes.

D'autres études permettent de généraliser ce constat. En France, près de 15% des adultes et 3,5% des enfants sont touchés par l'obésité. Les femmes sont plus concernées (15,1%) que les hommes (13,9%), selon les chiffres de 2011 de la Haute Autorité de Santé (HAS). Des statistiques légèrement en dessous de la moyenne européenne approchant les 16% d'adultes obèses. Mais des chiffres tout de même croissants : on constate une augmentation de plus de 10% depuis 2006 sur le territoire national. Notons également, des disparités en fonction des zones géographiques : la région du Nord-Pas de Calais est par exemple la plus fortement touchée (20.6%) par l'obésité, suivie de l'Est (17%).

#### **Un facteur social important .**

Les données recueillies par l'ARSidf montrent clairement qu'il y a un lien entre le niveau de « développement humain » (santé/éducation/ revenu) et le taux de prévalence de l'obésité. Si l'obésité dépend principalement de prédispositions génétiques et d'une consommation trop importante d'aliments riches en calories, sa progression va de pair avec l'accroissement des inégalités sociales. La prévalence de l'obésité est plus marquée pour les personnes en situation socioéconomique précaire, les handicapés ou présentant des troubles psychiques.<sup>1</sup> Une étude de l'INRA, de 2005, montre que le statut socioprofessionnel et la corpulence des femmes sont inversement proportionnels ; 16% des ouvrières seraient obèses contre seulement 4% des femmes cadres. Les raisons de cette situation sont le coût élevé de l'alimentation dite "saine", notamment des fruits et légumes, et le manque d'accès aux soins et la pratique d'une activité sportive. De plus, le PADES souligne le rôle important de la perte de repères culturels concernant le *savoir s'alimenter*. On peut ici parler d'un « cercle vicieux » puisque des études socioéconomiques récentes montrent que la diabésité<sup>2</sup> est un facteur d'exclusion sociale et économique, aggravant les difficultés d'accès à l'emploi.

Nous n'en sommes qu'au début. Aux Etats-Unis, deux adultes sur trois sont en surpoids et plus de 30% sont obèses ! Cette véritable maladie est ainsi devenue la seconde cause de mortalité évitable aux USA, juste derrière le tabac, entraînant plus de 400 000 morts par an. Car la surcharge pondérale n'est pas un simple problème esthétique : elle multiplie les risques de maladies cardiovasculaires, d'hypertension, de diabète, etc. Comme pour l'explosion banlieusarde et la multiplication des automobiles, on peut continuer à se dire ce que l'on se disait déjà en France dans les années soixante : « C'est

---

<sup>1</sup> Enquête OBEPI/Roche 2012

<sup>2</sup> Par ce mot les experts désignent l'augmentation concomitante de l'obésité et du diabète de type 2, dit « sucré » ; cette augmentation a pris les dimensions d'une véritable épidémie.

## PADES

un problème typiquement américain, cela n'arrivera jamais chez nous ! ». En réalité, tout indique qu'il s'agit, non pas d'un problème culturel, mais d'un problème de civilisation, résultant de logiques techniques et industrielles qui affectent la plupart des pays, et que nous n'en sommes qu'au début !

Certes, si en France la situation est pour le moment moins grave qu'aux Etats-Unis, c'est principalement parce que nous avons une génération de retard sur ce qu'on observe aujourd'hui outre-Atlantique. Mais l'évolution socioéconomique et technologique associée à ce qu'on appelle le développement pousse dans le même sens. Et déjà depuis quelques années, les institutions françaises de santé publique s'inquiètent de l'émergence de ce qu'il faut bien appeler une « pandémie » de « diabésité », qui affecte principalement - mais pas seulement - les populations les plus pauvres. Il y a une trentaine d'années, les institutions sanitaires américaines commençaient à tirer la sonnette d'alarme dans des termes analogues, et depuis la situation américaine n'a cessé de se dégrader. Il faut donc anticiper une aggravation de ce phénomène en France.

### **Pour la collectivité : des coûts énormes.**

Lors de son audition par la mission de la prévention de l'obésité de l'Assemblée Nationale, M. Laurent Degos, président de la Haute Autorité de Santé, a déclaré que : « *seuls les pays qui auront su maîtriser l'épidémie d'obésité pourront préserver leur système de protection sociale.* ». De fait, « *alors que l'épidémie d'obésité continue de progresser rapidement, les coûts de l'obésité connaissent la même progression et pèsent de plus en plus lourdement sur nos finances sociales et représentent une grave menace pour l'équilibre de notre système de protection sociale.* »<sup>3</sup>

En effet, au rythme actuel de progression de l'épidémie, le coût de l'obésité pourrait, d'ici 2020, représenter près de 14 % de l'ONDAM (Objectif National de Dépenses d'Assurance-Maladie). Selon les services de la CNAMTS, le nombre de patients diabétiques traités s'élèverait à 4,1 millions en 2017 contre 2 millions en 2010. Les dépenses directement liées au diabète s'élèvera à 11,3 milliards d'euros en 2017 (17 milliards total), soit une croissance de 70% par rapport à 2010. Dans cette hypothèse, l'obésité absorberait une part croissante des moyens affectés par la collectivité à la couverture des risques de santé et constituerait un facteur de déséquilibre de nos finances sociales encore plus important qu'aujourd'hui. Une charge qui serait probablement difficilement supportable. Cette simple projection devrait suffire à justifier une action urgente, plus déterminée et plus efficace.

### ***I -2 Le jardinage peut être facteur d'amélioration des pratiques alimentaires.***

#### **En France comme aux Etats-Unis, des études convergentes.**

En France, une analyse très rigoureuse des pratiques d'achat de denrées alimentaires des jardinières de quartiers en difficulté à Marseille, réalisée sous la direction de **Nicole Darmon**, directrice de recherche INRA à l'UMR NORT montre que l'accès à une parcelle cultivable contribue à une plus grande attention à la qualité nutritionnelle des nourritures achetées.

---

<sup>3</sup> Assemblée Nationale : *Rapport d'information déposé en application de l'article 145 du Règlement par la Commission des affaires culturelles, familiales et sociales* En conclusion des travaux de la mission sur la prévention de l'obésité et présenté par Mme Valérie Boyer, Députée. 30 Septembre 2008.

## PADES

D'autres études qualitatives réalisées par le PADES et l'IFAID Aquitaine montrent que la pratique du jardinage favorise une amélioration des pratiques alimentaires des jardiniers et de leurs familles.

**Katherine Alaimo**, chercheur en nutrition à la Michigan State University a présenté deux études réalisées aux Etats-Unis sur des bénéficiaires de *Community gardens* qui confirment et complètent les observations françaises. Pour ce qui est des jeunes, le suivi de deux jardins communautaires ouverts à des jeunes montrait clairement que ces « programmes ont influencé positivement et significativement une alimentation et un développement plus sain des jeunes qui ont participé<sup>4</sup> ».

Pour ce qui est de l'alimentation des adultes, une autre étude réalisée avec la participation de 766 adultes a permis d'établir les faits suivants : « lorsqu'il y a au foyer une personne qui participe à un jardin communautaire, la consommation quotidienne de fruits et légumes des adultes est de 1,4 fois plus importante que lorsqu'il n'y a pas de participation à un jardin communautaire. Leur capacité à consommer chaque jour au moins cinq fruits et légumes est multipliée par un facteur de 3,5<sup>5</sup> ».

### **Quand des professionnels de la santé prescrivent le jardinage comme un remède.**

Tel était le contenu de l'exposé du docteur **Sandra Hoyt Stenmark**, professeur clinique de pédiatrie et chercheur pour Kayser Permanente<sup>6</sup>.

Aux États-Unis, les sociétés médicales et les systèmes de santé commencent à reconnaître que les prises en charges médicales classiques de certaines pathologies ont des résultats souvent médiocres mais toujours plus coûteux. Les organismes d'assurance maladie accordent donc plus d'importance aux facteurs sociaux, comportementaux et économiques qui déterminent l'état de santé. L'accès à une alimentation nourrissante à prix abordable et au jardinage reçoit maintenant davantage d'attention dans les recommandations et la littérature médicale et les effets positifs du jardinage sont si significatifs qu'il arrive que l'on prescrive le jardinage comme une thérapie.

### **Changer la vie locale, embellir le quartier : la santé par vient par surcroît.**

On a pu établir que la pratique du jardinage a divers effets positifs sur la santé, que ce soit en termes sociaux, émotionnels, psychiques ou physiques. Toutefois les mécanismes par lesquels le jardinage favorise une amélioration de la santé sont mal identifiés. Une étude très rigoureuse (méthode de l'analyse de dépendance ou *Path analysis*), réalisée sous la direction de **Jill Litt**, épidémiologiste à l'Université du Colorado à Boulder, permet de mieux comprendre le processus par lequel la pratique du jardinage favorise un sentiment d'amélioration de la santé.

Contrairement à ce que l'on imagine spontanément, l'effet positif du jardinage sur la santé n'est pas associé directement par les jardiniers à la possibilité de consommer plus de fruits et légumes. Il ressort des analyses que la participation à des activités de jardinage collectif influence

---

<sup>4</sup>Alaimo, Katherine; Elam, Dorris; Ober Allen, Julie; Perry, Elizabeth: "Growing vegetables and values : Benefits for neighborhood-based community gardens for youth development and nutrition". *Journal of hunger and environmental nutrition*. Vol. 34. 2008.

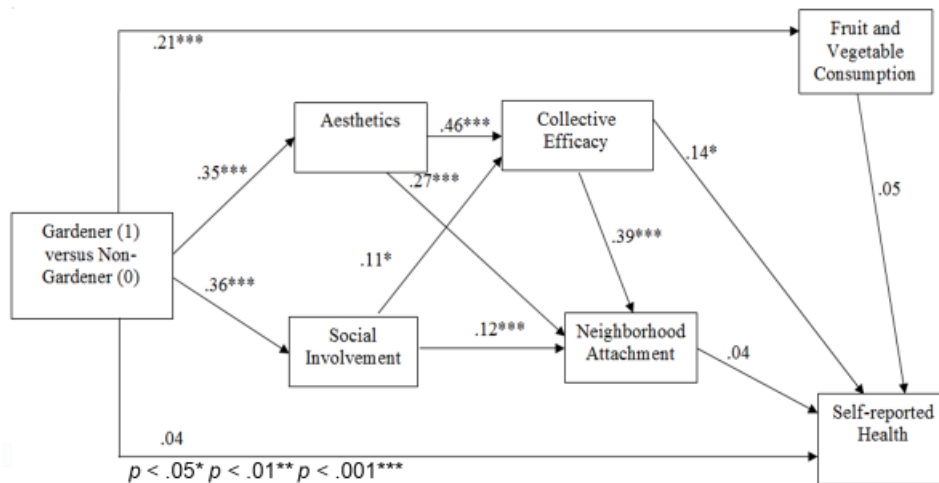
<sup>5</sup> Alaimo, Katherine; Packnett, Elizabeth; Miles, Richard; Kruger, Daniel J.: "Fruits and vegetable intake among urban community gardeners". **Journal of Nutrition Education and Behavior**, Volume 40, Issue 2, Pages 94-101, March 2008.

<sup>6</sup> Kayser Permanente est un organisme de santé qui gère une assurance Maladie pour plus de 11 millions d'adhérents, des hopitaux et des centres médicaux et produit de nombreux rapport de recherche.

## PADES

la santé via deux autres facteurs : L'engagement dans la vie civique locale (*social involvement*) et le fait que leur cadre de vie leur semble désormais plus beau, plus satisfaisant pour les sens (*aesthetics*). Ces deux facteurs contribuent à renforcer l'attachement des jardiniers à leur quartier (*neighborhood attachment*), ainsi que le sentiment de pouvoir influencer collectivement la vie locale (*collective efficacy*).

### Levers of Change: Pathways to Health



Litt, J.S., Schmiege, S., Hale, J., Buchenau, M., Sancar, F., Exploring ecological, emotional and social levers of health promotion through the community garden experience: A path analysis. (*Provisional Acceptance, Social Science and Medicine*) (2015).

Une animation pédagogique des jardins collectifs centrée exclusivement sur le fait que pouvoir consommer plus de fruits et légumes, c'est bon pour la santé de chacun (approche diététique et utilitariste individualisante) risque de n'avoir qu'une efficacité limitée en termes de promotion de la santé. La possibilité de consommer des nourritures saines n'est pas en soi un motif suffisant pour s'engager dans une activité de jardinage collectif, même si on reconnaît que l'on en retire une amélioration de la santé. Pour la plupart des jardiniers la dimension « santé » est vécue de manière indirecte, elle a besoin d'être portée par d'autres facteurs. L'objectif de promotion de la santé donc être « embarqué » dans un projet qui doit répondre à des préoccupations plus larges : participer à un projet collectif « civique » de transformation de la vie locale, renforcer la qualité sensible du cadre de vie.

On verra dans la seconde partie comment des acteurs innovants ont mis en œuvre des méthodes d'animation qui répondent à ces exigences.

### ***I-3 En France les jardins collectifs sont sous-utilisés et très souvent mal utilisés.***

#### **Une pénurie d'équipements qui pénalise les plus vulnérables.**

Comme le signale **Eric Briat** du CGET, « il n'y a pas encore assez de jardins collectifs dans les quartiers de la politique de la ville, alors que les besoins y sont élevés ». On peut généraliser ce constat. La comparaison de la carte de la prévalence de l'obésité établie par l'ARSidf avec

## PADES

la carte de l'implantation de jardins collectifs établie par le SADAPT d'AgroParisTech montre que les jardins collectifs sont très absents là où on en aurait le plus besoin.

**De plus, les jardins qui existent jouent mal leur rôle de promotion de la santé et du bien vivre alimentaire auprès des ménages en vulnérabilité alimentaire.**

**Daniel Cérézuelle** du PADES rappelle que depuis une vingtaine d'années on a assisté à un mouvement de création de nombreux jardins « partagés ». Il s'agit d'un équipement de proximité qui se veut porteur de nouveaux modes de sociabilité et d'échanges, conçus, gérés et animés par les habitants-usagers, chacun apportant sa propre contribution. Ces jardins sont surtout des lieux d'expression de la sociabilité. Beaucoup ont des effets nutritionnels très insuffisants. Pour la plupart des acteurs institutionnels et associatifs impliqués dans la création de ces jardins partagés, l'utilité du jardinage collectif est d'abord d'ordre social ou environnemental : on insiste sur le fait que le jardin favorise le lien social, l'accueil, les échanges, l'entraide et aussi que c'est un outil intéressant d'initiation à l'environnement. Par contre la fonction de production alimentaire semble négligée, ce qui encourage la multiplication de parcelles minuscules et peu coûteuses. Sauf exceptions, l'acquisition de savoir-faire, la qualité et l'efficacité des pratiques culturelles ou alimentaires n'apparaissent pas comme des objectifs intégrés au projet social ou éducatif des jardins partagés. C'est ainsi qu'au terme d'un inventaire des jardins collectifs regroupés au sein du Réseau des Jardins Solidaires Méditerranéens, André Huber écrit : « Il est dommageable de constater que la vocation première du jardin qui reste de nourrir celui qui le travaille est reléguée en arrière-plan »<sup>7</sup>.

C'est aussi ce que constate **Eric Prédine** du Bureau d'étude SaluTerre : les gens ne savent plus jardiner, à tel point que les techniques de jardinage sont souvent très peu productives. Les gens jardinent pour faire des tomates, ils veulent juste des tomates et des courgettes et s'arrêtent en septembre alors qu'on pourrait produire toute l'année ; leurs pratiques sont très peu productives. Certes on trouve ici et là quelques groupes de jardins partagés qui sont cultivés de manière productive, ce qui favorise une amélioration des pratiques alimentaires des jardiniers, mais c'est rarement le cas et de très nombreux jardins partagés sont sous-utilisés.

### **I -4 Où sont les habitants précaires, les jeunes, les parents de jeunes enfants et les hommes ?**

La plupart des jardins partagés peinent à faire une place aux ménages les plus exposés aux déséquilibres alimentaires. Par ailleurs on constate que très souvent les hommes sont très minoritaires, voire absents, et qu'il en va de même des jeunes ménages et des « jeunes » en général, ce qui réduit considérablement la portée éducative du jardinage comme outil de promotion de la santé.

#### **Une mixité sociale insuffisante.**

Lorsqu'il y a création de jardins collectifs, les modalités d'aménagement, d'attribution des parcelles et d'animation, alignées sur les principes de l'animation socioculturelle, font que les ménages précaires y trouvent très difficilement leur place. En particulier les modes de gestion associatifs, fréquemment imposés par les institutionnels et les élus, finissent par avoir un effet de repoussoir à l'égard des ménages en difficulté sociale et économique. Une étude réalisée

---

<sup>7</sup> Huber, André : *Professionnalisation du Réseau des Jardins Solidaires Méditerranéens*. Rapport de stage. Document pdf. RJSJM 2009, p.22.



récemment pour les services de l'Etat en charge de la Politique de la Ville relève que si on s'en tient à l'objectif « lien social » qui motive la plupart des créations de jardins partagés, les modalités d'animation qui sont mises en place sont loin d'être à la hauteur : « Cependant, si la création technique d'un jardin est un sujet bien balisé et *capitalisé*, le maniement de ce levier de cohésion paraît reposer sur des pratiques locales empiriques, isolées, et non consolidées ; il n'est d'ailleurs pas souvent *maîtrisé*<sup>8</sup> ». Certes, la vogue de ces jardins partagés contribue, et on ne peut que s'en réjouir, à l'amélioration du mode de vie des ménages bien intégrés et disposant de bonnes ressources relationnelles, mais elle touche peu les ménages très modestes ou précaires<sup>9</sup>.

C'est ce que souligne **Véronique Fayet**, Présidente du Secours Catholique - Caritas France<sup>10</sup>. Elle s'appuie sur son expérience d'élue aux affaires sociales de la Ville de Bordeaux où ont été créés en 1987 les premiers jardins partagés. Elle rappelle que bien que de nombreux jardins se disent « partagés », ce sont trop souvent des lieux où « l'on cultive surtout l'entre-soi ». L'idée a été arrachée à la sphère sociale, et on a fait beaucoup de petits jardins, sympathiques et agréables à l'œil. Les personnes pauvres n'ont pas été exclues mais leur accès n'était plus garanti et donc, de fait, elles n'étaient plus présentes dans les jardins.

C'est aussi ce que signale **Béatrice Cosme** qui anime le programme de création et d'animation de jardins collectifs de la ville de Toulouse. Elle constate en effet une situation contradictoire. D'un côté la demande de jardins est très forte, les listes d'attente sont trop longues, et d'un autre côté il est difficile d'intégrer les « invisibles », les personnes marginalisées qui tendent à s'exclure d'elles même, qui ne demandent rien. « *Une problématique demeure : mobiliser les « invisibles. Comment leur faire découvrir le lien entre l'engagement au jardin et l'appartenance à une communauté, un territoire ?* ». Par ailleurs dans les quartiers socialement les plus difficiles, les habitants ne sont pas prêts à l'autogestion associative. Il est alors nécessaire d'avoir un médiateur : les animateurs des centres sociaux, équipements d'animation sociale, jouent un rôle d'intermédiaires entre habitants-jardiniers et la ville.

### **L'équipement n'est pas tout ! Trop souvent il manque une animation compétente.**

Le suivi d'un grand nombre d'opérations de création de jardins collectifs montre que beaucoup d'élus locaux ont une approche techniciste du jardinage collectif : « créons un équipement, suscitons la création d'une association pour s'en occuper, et les effets positifs sur la vie sociale s'en suivront ». Or, l'expérience montre qu'en réalité, à lui seul, l'équipement ne peut pas produire tous les effets qu'on en attend.

**Véronique Fayet** en donne pour exemple ce qui s'est passé à Bordeaux. Initialement, lors de la création des premiers jardins partagés en 1987, « *ces jardins ont été ciblés pour les populations les plus pauvres. Le choix a été fait de toujours garder une association qui opère la médiation entre habitants et élus. L'Association a mis en place une méthode rigoureuse, commençant par un porte à porte pour contacter les habitants, surtout ceux qui ne sortent pas. Cela a permis de toucher des gens différents. A suivi une phase d'élaboration d'un règlement intérieur co-construit avec eux. Ils ont décidé des règles de vie et des conditions d'attribution. Le risque était de se trouver avec des jardins communautaires. Tout le monde était d'accord pour*

---

<sup>8</sup> Cabinet Plein sens : *Étude sur l'impact des jardins partagés* – Note de synthèse. CGET mai 2015. p 25.. deux autres études récentes confirment ces observations :

<sup>9</sup> C'est ce que confirment deux études récentes :

Mestdagh, Léa, « Les jardins partagés parisiens : un espace d'entre-soi » in, *Géo-Regards* n°6 *Modes de vie de proximité dans les villes contemporaines*, Neuchâtel, Presses Universitaires Suisses, 2013.

Ducrocq, Thomas : *La fonction alimentaire des jardins associatifs urbains : quelles particularités pour les quartiers prioritaires de la Politique de la ville?* INRA AgroParisTech ; SADAPT 2016

<sup>10</sup> Véronique Fayet : *Des jardins partagés... avec qui ?*.

## PADES

*le multiculturalisme. C'était un combat, laborieux, avec peu de jardins mais ils sont restés ciblés sur les populations les plus fragiles ». Et puis avec la mode « écolo », l'idée a été arrachée à la sphère sociale, et on a fait beaucoup de petits jardins, sympathiques et agréables à l'œil. Les personnes pauvres n'ont pas été exclues mais leur accès n'était plus garanti donc de fait elles n'étaient plus présentes dans les jardins ».*

Pour Véronique Fayet il y a une raison à cela : la très grande méconnaissance des difficultés qu'ont les populations pauvres, qui sont repliées sur elles-mêmes. « *Quand on méconnaît cette spécificité, que les pauvres ne vont pas aller s'investir spontanément même si le jardin est devant eux, alors on ne va pas aller chercher à les inclure. Méconnaissance de la pauvreté, de ce que ça détruit, de l'enfermement, de l'isolation, de la faible confiance en soi ; on n'ose pas parce qu'on pense qu'on ne sait pas. Les pauvres ne vont pas se saisir de ce qui est à leur porte ».* D'où l'importance de **l'intervention d'un tiers compétent** qui prend en charge l'animation du processus, depuis la création jusqu'au fonctionnement et qui permet la médiation entre l'institution et les ménages précaires.

## **Deuxième partie**

# **Les stratégies américaines d'animation**

### **Orientations pour un renouvellement des méthodes et des politiques**

La population des Etats-Unis a été exposée avec une génération d'avance à l'épidémie de diabésité qui nous affecte aujourd'hui. Mais c'est aussi pour cette raison que les Américains ont cherché et expérimenté des réponses plus tôt que les européens. Ainsi, dans le domaine des jardins collectifs, ils ne se sont pas limité à multiplier les équipements, ils ont aussi innové dans les méthodes d'animation pour faire des jardins des outils efficaces de lutte contre les déséquilibres alimentaires et de promotion de la santé.

**Ces stratégies d'animation** se différencient de celles qui sont utilisées en France par trois caractères principaux.

**Elles mettent la question de la vulnérabilité alimentaire au centre de l'action.** On n'est pas là pour faire du « lien social » mais d'abord pour lutter collectivement contre la vulnérabilité alimentaire, c'est-à-dire contre un péril qui menace toute la communauté des habitants. Ce faisant le lien social se renforce comme de surcroît.

**Elles visent à mettre en relation la vie du jardin avec la vie du territoire environnant.** On n'est pas, comme en France, dans une logique *centripète* d'animation socioculturelle visant à faire vivre un groupe de jardiniers constitués de catégories particulières d'habitants, mais dans une logique *centrifuge* d'organisation communautaire, visant la reconquête d'une autonomie alimentaire du territoire en même temps qu'une transformation des comportements alimentaires des ménages du voisinage, qu'ils soient ou non jardiniers.

**Elles donnent une place essentielle à des acteurs bénévoles, formés à jouer un rôle de *leaders* dans leur quartier.** Le jardin sert de base à une *formation au leadership* de jardiniers et non-jardiniers, que l'on prépare à s'engager dans divers types d'action de promotion du mieux vivre alimentaire vers les habitants de leur quartier, notamment en s'appuyant sur leurs réseaux sociaux. Les animateurs rémunérés jouent un rôle de formateurs et de soutien de ces acteurs.

## ***II-1 Le jardin comme base d'une action rayonnante vers les habitants du quartier.***

### **Des formations pour devenir un jardinier « leader », porteurs d'un changement des pratiques alimentaires du voisinage.**

En France on considère le jardin collectif comme lieu intime où les jardiniers se livrent à une activité qui concerne surtout leur vie privée et profite aussi à un *cercle* amical qui partage un équipement. C'est pourquoi la plupart des évaluations de l'utilité nutritionnelle des jardins collectifs cherchent à mesurer le bénéfice qui en résulte pour le cercle des jardiniers et de leurs proches. On part de la production du jardinier sur sa parcelle et on examine à qui cette production profite. Bien entendu on n'oublie pas que, ce faisant des relations sociales riches peuvent s'établir *entre les jardiniers*. Aux Etats-Unis, au contraire, les promoteurs du jardinage collectif qui veulent faire des jardins un outil de développement social et de promotion de la santé cherchent à *sortir du cercle*. Ils s'appliquent à faire de la parcelle cultivable un lieu où se met en place une *action qui rayonne* bien au-delà du groupe des jardiniers et de leurs familles. Dans cette perspective d'organisation communautaire on s'appuie sur la capacité d'un groupe d'habitants investis d'une responsabilité de « leader » à mettre en place à partir d'un jardin collectif une action qui vise à transformer les pratiques alimentaires des habitants du quartier, voire de la ville, et pas seulement des jardiniers. Jardiner devient, autant que possible, une action « civique » à laquelle peuvent être associés des bénévoles qui ne jardinent pas.

Pour cela plusieurs organisations de jardinage collectif ont mis au point des programmes de formation au *leadership* qui s'adressent aux enfants, aux adolescents ou aux adultes.

### **Responsabiliser des enfants et des adolescents.**

Ainsi **Hanifa Hadjuman**, de D-Town Farm, explique comment à Detroit le Réseau pour la Sécurité Alimentaire de la Communauté Noire (DBCFSN) anime le programme des *Food warriors* (littéralement les guerriers de la nourriture) qui s'adresse à des jeunes.: « On leur enseigne les principes de la justice alimentaire et de la sécurité alimentaire. Ils sont formés à devenir acteurs au sein de leur communauté et co-créateurs de réponses aux situations d'injustice alimentaire et d'insécurité alimentaire. Un des premiers principes enseignés c'est que *l'accès à une nourriture saine, nourrissante et bon marché (affordable) est un droit pour chaque humain et non un privilège pour quelques favorisés*. DBCFSN anime actuellement trois programmes de formation : deux programmes périscolaires et un autre le samedi. Chaque site dispose de parcelles que les jeunes cultivent et sur lesquels ils récoltent diverses plantes et des herbes aromatiques. Ils participent à des ateliers cuisine où ils apprennent à préparer les produits qu'ils font pousser. On leur enseigne aussi les qualités nutritionnelles et sanitaires de ces nourritures. Les « Guerriers de la Nourriture » (Food Warriors) apprennent à choisir leur nourriture de manière plus saine, qui optimise leur santé ».

# PADES

## Préparer des adolescents et jeunes adultes.

**Johanna Gilligan** qui anime Growdat Youth farm à New Orleans explique comment le programme éducatif de ce jardin-école qui recrute des jeunes adultes de 15 à 21 ans vise, lui aussi, à former de jeunes *leaders*. La pédagogie s'appuie sur la valeur et le sens du travail de production de nourriture.

Grow Dat évalue son impact en s'appuyant sur un dispositif d'évaluation qui repose sur des entretiens avant admission et à la fin du stage, des tests avant et après, l'auto-évaluation des jeunes, la mesure de l'efficacité au travail, des entretiens de groupe (focus groups) et des évaluations par organismes partenaires. Les résultats obtenus auprès des cohortes précédentes indiquent de forts acquis dans des capacités à prendre des responsabilités qui peuvent ensuite s'appliquer au travail, à l'école, à la maison, ainsi qu'une connaissance consolidée de l'agriculture durable, de la santé et de la justice alimentaire.

100% des jeunes font état au cours des entretiens d'une meilleure confiance en soi ;

100% des jeunes font état de meilleures capacités à communiquer et à prendre la parole ;

91% font état d'une meilleure aptitude à prendre des responsabilités ;

71% pensent que les aptitudes acquises les rendent plus compétitifs sur le marché du travail.

Ces aptitudes comprennent le goût du travail bien fait, le professionnalisme, la responsabilité et le sens de l'initiative.

50% des jeunes signalent que les habitudes d'achat de leur foyer ont changé suite à une meilleure connaissance de la nourriture et de la santé.

## Former des jeunes et des adultes.

**Ashley Atkinson** de Keep Growing Detroit insiste elle aussi sur la nécessité d'appuyer le développement des jardins sur des programmes de formation au leadership. Ainsi le programme *Urban Roots* s'étale sur neuf semaines. Il a pour objectif d'enseigner les bases de l'organisation communautaire ainsi que des compétences en horticulture. L'accent est mis sur les méthodes biologiques adaptées à des jardins qui produisent de la nourriture. En douze années, quatre cent stagiaires ont participé au programme Urban Foods, apprenant les méthodes nécessaires pour créer des jardins communautaires, forts et vivants. Les jeunes leaders jouent aussi un rôle important ; des milliers d'entre eux ont suivi des programmes comme Youth Growing Detroit ou bien Youth Apprenticeship qui développent l'aptitude au leadership et à l'entrepreneuriat, ainsi que la capacité à développer un réseau de pairs afin de susciter et orienter des changements dans la vie de leur communauté

**Shannon Spurlock** de Denver Urban Gardens explique que La formation des bénévoles (Community training) est un aspects important notre activité. Elle porte sur l'horticulture et l'organisation communautaire.

Ainsi 34 maîtres jardiniers ont apporté 637 heures de volontariat sur 28 jardins sites de jardins collectifs. 626 jardiniers en ont profité. Par ailleurs 26 Maîtres Composteurs ont été formés, ils ont consacré 1 216 heures qui ont profité à 22 sites de jardins.

## Investir la rue et le marché

**Pour Ashley Atkinson** de Keep growing Detroit: il est important de développer chez les jeunes la culture (au sens culturel) des fruits et légumes. En 2016 il existe plus de 4 000 jardins à

## PADES

Detroit aujourd'hui, et presque 20 000 personnes y engagées. Sur 5 000 acres (2 000 ha) cultivés, on peut produire 70% des besoins en légumes et 40% des besoins en fruits, Le résultat serait une économie de 5 millions de dollars pour la tonte de l'herbe et une baisse du budget consacré à l'alimentation pour les familles. En outre 10% des fermiers vendent leur production. Il y a 2 marchés fermiers de voisinage.

L'organisation aide la centaine d'agriculteurs à vendre leurs produits ; elle aide à l'organisation du marché et distribue les graines, les plants, etc...

### **Intégrer le fonctionnement de chaque groupe de parcelles dans une dynamique globale d'agriculture urbaine.**

**Ashley Atkinson** (Keep Growing Detroit) : « A Detroit beaucoup de gens font leurs propres semences, organisent aussi des festivals etc... Cela mobilise bien les enfants. Tout est décidé par les jardiniers : ce n'est pas juste l'organisation qui travaille. Ce sont certaines personnes qui n'ont jamais fait pousser des fruits ou des légumes. Par les formations, on essaie de faire en sorte que les gens se rencontrent. Des centaines de personnes sont ainsi impliquées dans les événements qui ont lieu régulièrement. L'objectif est d'avoir des compétences et des gens d'horizons différents, d'avoir un « écosystème ». Il y a des « tool banks », banques d'outils dans les quartiers, pour pouvoir faire du compost, etc. Il y a des « community based leaders » organisateurs locaux. La communication se fait via des panneaux.»

**Shannon Spurlock** ( Denver Urban Gardens Urban Food Policy & Food Policy Councils)

Depuis la création de Denver Urban Gardens en 1985, nous avons créé dans la métropole de Denver créé un réseau de 157 jardins collectifs répartis sur six comtés. 49 de nos jardins sont situés dans des écoles. L'ensemble produit en un an plus de 540 tonnes de nourriture qui contribuent à l'alimentation de 43 000 habitants. Nous avons établi divers programmes en partenariat avec les districts scolaires et des bailleurs sociaux.

Programmes éducatifs : ils se déroulent en milieu scolaire et intègrent éducation scientifique, nutritionnelle et jardinage. Ce programme est dispensé dans 8 classes qui relèvent de 5 écoles de quartiers en difficulté (low income) de Denver.

Pour l'année scolaire 2014-15 nous avons pu établir que :

77% des élèves ont développé des attitudes positives à l'égard d'une alimentation saine et du jardinage.

78% des élèves font état d'une augmentation de leur consommation quotidienne de fruits et légumes.

77% des élèves signalent que c'est parce qu'ils ont apporté à la maison des documents éducatifs produits par DUG que leur alimentation est devenue plus saine.

La ferme communautaire Delaney. Elle sert de site de démonstration des meilleurs procédés pour l'accessibilité de la nourriture, l'agriculture durable et le développement communautaire. Chaque saison 1 000 stagiaires y sont accueillis et un total de 2 000 heures de formations pratique y est dispensé. On y cultive 105 variétés végétales et pendant la saison les stagiaires nourrissent 340 personnes par semaine, beaucoup d'entre elles étant des réfugiés. 65% des stagiaires signalent qu'ils ont augmenté leur consommation hebdomadaire de légumes.

## **PADES**

Le Denver Sustainable Food Policy Council est un partenaire important. Sa mission est de promouvoir des politiques qui contribuent à la sécurité alimentaire de tous et de promouvoir un système alimentaire local sain, équitable et durable. Ses objectifs sont :

- Promouvoir et suivre le Plan de Denver « perspectives et Action pour la nourriture » ;
- Conseiller la Ville sur les projets, les études et les programmes concernant la nourriture ;
- Faire des recommandations à la Ville sur les politiques et la réglementation
- Susciter une volonté publique et politique pour susciter des innovations changements positifs de politique concernant le système alimentaire.

### **Faire du groupe de jardins un marqueur de l'espace public urbain**

**Pour Alyson Taylor** du cabinet d'architecte Hord Coplan Macht, l'aménagement des jardins doit faciliter l'interaction quotidienne entre les gens, ce qui favorise le développement du capital social et l'engagement civique. Pour cela il faut mettre en place une démarche participative l'échelle du quartier (*community*) en s'appuyant sur ses atouts, son inspiration, son potentiel. Ce souci de faire du jardins un outil de consolidation du lien social et d'engagement civique au-delà du cercle des jardiniers débouche sur des aménagements qui favorisent la visibilité de l'équipement dans l'espace public et aussi la possibilité d'y organiser des rencontres ou des événements qui contribuent à consolider la vie du quartier. Enfin Alyson Taylor montre à partir d'exemples concrets comment l'aménagement des jardins doit se moduler en fonction de contextes sociaux, culturels et urbains très divers.

### **II-2 Réenchanter : s'adresser à la sensibilité et à l'imagination tout autant qu'à la raison pour valoriser l'activité jardinière et la production de nourriture.**

« Alors c'est comme une magie qui opère »  
(Hanifa Adjuman)

Parler de l'utilité sanitaire ou économique de la production de légumes ne suffit pas pour convaincre les gens à participer à une activité de jardinage. Comme l'a montré Jill Litt, le chemin qui mène vers la santé et l'alimentation passe par les chemins détournés du rapport sensible à l'environnement urbain ou de la transformation des relations sociales. C'est ainsi que les acteurs américains ont appris à relier la pratique la pratique du jardinage à des valeurs culturelles fortes, telles que, par exemple, l'affirmation d'une identité, parfois rêvée ou un projet plus politique de transformation socio-économique.

#### **En insérant le jardinage dans une histoire et une identité culturelle à retrouver et affirmer.**

**Tonja Hanifa Adjuman** (The Detroit Black Community Food Security) : « Un aspect important est de voir ce que l'agriculture signifie pour un Afro-Américain. Souvent l'agriculture est vue à travers le prisme de la douleur de l'esclavage. Il faut aussi comprendre que l'agriculture est un héritage et pour accepter cet héritage et le voir comme une activité sacrée il faut une transformation de l'esprit. Il faut insister sur le fait que jardiner c'est cultiver de la nourriture mais aussi un esprit (*a spirit*) en se basant sur des valeurs Afro-Américaines. Là où il n'y a pas d'agriculture il n'y a pas de culture. Il ne s'agit donc pas juste d'apprendre à faire pousser mais aussi de comprendre ce que ça représente. »

« Ce n'est pas enseigner la culture ou l'agriculture, c'est enseigner en quoi c'est important pour notre peuple : le SOL, afin que le cercle ne soit pas rompu. ».

Ils n'apprennent pas seulement à produire des fruits et légumes, mais aussi quelles sont les limites du « food system, de la production industrielle de nourritures qui ont perdu le lien avec la nature ». Jardiner, cela permet la réintégration des jeunes à la nature. Si on comprend pourquoi le lien est rompu, alors on s'implique. *Quand les gens comprennent qu'ils font partie intégrale de la nature, alors c'est comme une magie qui opère ».*

#### **En politisant et en présentant l'activité jardinière en termes de pouvoir à reconquérir**

**Le jardinage comme reconquête du pouvoir sur sa vie.**



## PADES

**Pour Karen Washington** de Rise and Root Farm à New-York, il faut parler en termes de justice alimentaire, souveraineté alimentaire, équité alimentaire.

« C'est le pouvoir de décider ce que l'on veut faire pousser et pourquoi on le fait qui contribue à ce que l'on appelle maintenant la souveraineté alimentaire. L'agriculture a toujours fait partie de mon être. C'est dans mon ADN. Mes ancêtres étaient des fermiers, nous sommes un peuple agraire. Même lorsque j'étais une petite fille grandissant dans une cité j'ai toujours aspiré à cultiver.

Nous avons tous été engagés pour la nourriture et la justice sociale ; nous nous sentons tenus d'honorer nos prédécesseurs et les pionniers grâce auxquels nous pouvons maintenant cultiver. Rise and Root Farm vient de notre force collective de femmes qui ont osé rêver à l'impossible, défier le statu-quo et renverser les obstacles. Nous voulons non seulement cultiver et nourrir les gens mais aussi créer un lieu encourageant les gens à être eux-mêmes ».

Je vois une conscience sociale qui se mobilise autour de l'équité alimentaire. Toutefois cela ne peut réussir que si nous nous préoccupons d'inclusion, de diversité et de globalisation. On ne peut envisager le mouvement pour la nourriture de manière isolée et simplement locale.

La complexion de notre peuple change, la population devient plus brune et globale. Si vous me demandez « à quoi ressemblera la structure du pouvoir dans dix ans : sera-t-elle partagée ou concentrée ? » J'espère pour notre salut que ce sera la première forme : le pouvoir partagé.

**Les Detroit Food warriors** : le nom de ce programme de formation destiné à des jeunes qui grandissent dans des quartiers en crise de Detroit est significatif : on ne leur apprend pas seulement à adopter et diffuser des pratiques alimentaires plus saines. On leur montre aussi que ce faisant ils s'engagent dans une lutte avec le système capitaliste de production industrielle agroalimentaire, porteur d'injustice et d'insécurité.

**Johanna Gilligan** de Grow Dat Youth Farm : « La mission de Grow Dat Youth Farm (GDYF) est de faire naître des jeunes leaders en créant leurs aliments. Pour réaliser cet objectif, un rapprochement a été opéré avec des jeunes des lycées, privés et publics. Ils ont suivi des stages dans des fermes : 5 mois de formation, avec notamment des ateliers sur la justice alimentaire. Il s'agit de bien comprendre le système afin de pouvoir le changer. »

### **Pour intégrer les adolescents et les jeunes adultes le recours à la relation marchande s'avère un moyen efficace de valorisation de l'activité jardinière.**

On constate qu'en France, si les jeunes enfants participent assez volontiers à des activités de jardinage, la plupart des adolescents s'en détournent rapidement. On ne sait pas les faire venir au jardin ni s'intéresser aux questions alimentaires. Or il y a là un enjeu important.

Aux Etats-Unis la frontière entre le jardinage et le maraîchage est imprécise et plusieurs organisations de développement social n'hésitent pas à combiner autoproduction et relation marchande pour valoriser l'activité de production alimentaire auprès des adolescents et des jeunes. Elles arrivent ainsi à convaincre des jeunes de 15 à 25 ans à s'engager dans des activités jardinières parce que celles-ci ont une dimension marchande et parce qu'ils tirent une rémunération (même modeste) de la vente de leur production.

## PADES

**Shannon Spurlock** : Denver Urban Gardens organise des marchés de “jeunes fermiers” avec 20 écoles. En 2015 Il y a eu 67 journées de marché, 261 élèves s’y sont impliqués et quatre tonnes de légumes ont été vendus.



**Hanifa Adjuman** de Detroit Black Community Food Security explique : Nous avons maintenant 2 programmes avec les jeunes pour apprendre l’agriculture urbaine. Les jeunes y apprennent l’importance de la « Food justice », mais ils participent aussi à des ateliers de

transformation et en vendent les produits. C'est aussi une manière pour les jeunes de développer des compétences entrepreneuriales en fabriquant des produits à valeur ajoutée.

A **Grow Dat Farm** à la New Orleans, la production est vendue et les jeunes stagiaires sont encouragés à monter des mini-entreprises autour de la production alimentaire.

### **II-3 Faire des jardins un outil pour une politique sociale de l'habitat: l'exemple de Sun Valley à Denver.**

**Chris Parr.** Denver Housing Authority est un organisme paramunicipal de logement social qui possède 4 000 logements sociaux et gère en outre 5 000 logements en loyer conventionné pour un total de 26 000 habitants. Ce parc se dégradant, il en est résulté une augmentation des violences, de la criminalité, de l'usage des drogues via l'isolement. Tout ceci a un impact sur la ville dans son ensemble et des opérations de renouvellement urbain sont devenues indispensables. DHA a décidé de construire et aménager selon des schémas différents, avec du logement social mais en éliminant la « stigmatisation ».

**Si vous habitez là, vous mourrez plus tôt que les autres :** Des études ont montré que c'est dans les quartiers d'habitat social que nous gérons, sites où la pauvreté est concentrée, que les problèmes d'alimentation, d'obésité et de diabète sont les plus élevés. Il est établi que si vous habitez là, vous mourrez plus tôt que les autres. L'accès à des nourritures saines est plus difficile qu'ailleurs, les magasins qui pourraient en vendre ont fait leurs calculs et ont déserté ces territoires, il ne reste que des petits commerces de proximité qui ne vendent que des conserves. C'est ainsi que DHA a progressivement intégré la production alimentaire dans ses projets urbains. Chris Parr a organisé plusieurs de ces opérations en essayant de répondre aux demandes des communautés pour des jardins communautaires et de l'agriculture urbaine.

**L'opération de renouvellement urbain de Sun Valley** fournit l'exemple le plus abouti de cette approche. Il s'agit d'un quartier qui s'étend sur 44 hectares (110 acres). On a créé là un « écodistrict ». Sun Valley veut être une zone à Energie positive. Un micro réseau énergétique va donc être créé pour la géothermie, le stockage de l'énergie, le traitement des eaux, etc. On a voulu aussi préserver la zone, gérer les problèmes sociaux, voir comment on pouvait développer la production, en prenant le rôle traditionnel d'un promoteur sur un site privé. La Ville de Denver a aidé dans le cadre de partenariats spécifiques.

**A Sun Valley, la question alimentaire est au cœur de l'aménagement.** Il y a un millier de résidents, une grande partie d'entre eux sont des vietnamiens, des migrants Africains, des Somaliens, Ethiopiens, avec bon nombre de différences culturelles et une trentaine de langues différentes. Il était important de pouvoir toucher ces différents groupes.

Il a fallu plusieurs années pour préparer et monter ce programme de renouvellement urbain en concertation avec les habitants, pour prendre le temps d'éduquer ces ménages au sujet de leurs droits et des rôles ils peuvent jouer. Les différentes cultures sont fêtées ; c'est important pour

## PADES

les résidents qui peuvent communiquer avec nous. Au cours de ces années il a fallu aller profondément dans cette approche et créer des groupes de parole sur divers thèmes qui préoccupaient les habitants.

Le dialogue avec les habitants du quartier a permis de déterminer 6 objectifs prioritaires d'aménagement. Si l'éducation vient en premier, la nourriture vient en second, avant même l'emploi ! Ces 6 priorités ont été reprises dans chaque schéma directeur. Sun Valley dispose maintenant d'une surface importante de jardins « communautaires », d'un jardin scolaire qui alimente l'école élémentaire de Fairview. Une ferme urbaine de près de 1 hectare a été créée, qui sert de support à un « cluster alimentaire ». Celui-ci comprend une cuisine-atelier de conditionnement, un marché où les *fermiers* de la cité peuvent vendre leur production, un restaurant « incubateur » de projets alimentaires, une épicerie qui est gérée par une association à but non lucratif. Les habitants ont été formés pendant 5 ans aux structures de coopération et les jardiniers sont en mesure de gérer leur magasin de primeurs.

## **Bilan et Perspectives**

### **Premier Bilan**

**Oui, nous pouvons faire mieux !** Nous avons organisé cette rencontre pour mieux comprendre comment il est possible de renforcer l'efficacité des jardins collectifs pour lutter contre la montée des déséquilibres alimentaires. Nous avons vu que les acteurs américains arrivent mieux que nous à toucher des catégories d'habitants que les Français ont du mal à toucher : Adolescents, jeunes adultes, ménages en situation de vulnérabilité alimentaire.

**Des méthodes d'aménagement et d'animation innovantes :** les promoteurs américains du jardinage collectif n'hésitent pas à mettre la question de la sécurité alimentaire au cœur d'un projet de jardin. Pour favoriser une amélioration des pratiques alimentaires des habitants d'un quartier (y compris des non-jardiniers) ils savent mettre en œuvre des démarches participatives de création, d'aménagement et d'animation des jardins qui vont au-delà du groupe des jardiniers et qui utilisent le jardin comme support d'une stratégie *rayonnante* vers le voisinage. L'efficacité de ces stratégies de mobilisation des habitants autour de la question de la nourriture repose sur une double compétence sociale : d'une part faire émerger et former des habitants bénévoles au leadership de voisinage, d'autre part réenchanter le rapport à la nourriture en le réinscrivant dans une histoire et une identité qui concerne chacun.

**Des convergences France / Etats Unis :** Les méthodes mises en œuvre par les acteurs américains ne sont pas aussi exotiques qu'il pourrait y paraître au premier abord. La présentation au cours de cette rencontre d'expériences françaises ont permis de constater des convergences et que quelques acteurs français innovants ont déjà fait des premiers pas dans ce sens et souhaitent pouvoir aller plus loin.

### **Perspectives**

**Des acteurs qui souhaitent poursuivre l'approfondissement, la mutualisation et la diffusion des méthodes.**

Du côté des collectivités locales des représentants des villes de Toulouse, Nantes, Roubaix, Lille-Métropole, Grenoble, Bègles, Loos en Gohelle, Saint Denis, ont fait état d'initiatives innovantes et manifesté leur désir de poursuivre les échanges.

Du côté des bailleurs, des représentants de Logirem, Groupe 3F, Valophis, Ophlm de Puteaux, ont également fait part de leur intérêt pour une poursuite des échanges

Du côté des opérateurs qui promeuvent les jardins collectifs dans une perspective de transition alimentaire, SaluTerre, le PADES, les Anges Jardins de l'Ecopole Alimentaire d'Audruicq ont développé des méthodes participatives de création et d'animation de jardins collectifs qui donnent une place importante aux enjeux nutritionnels du jardinage et essaient de les articuler

## PADES

avec le mode de vie des habitants des territoires. Le petit réseau *Terres nourricières en partage* regroupe quelques associations qui ont expérimenté la formation d'«Ambassadeurs du bien vivre alimentaire » vers leur voisinage.

### Objectifs :

- Rechercher des modes de création et d'animation des équipements de jardinage collectif qui soient adaptés à la diversité des contextes urbains et patrimoniaux (gestion de l'existant, restructuration, création) et des situations socioéconomiques et culturelles des habitants.
- Mieux préparer les acteurs concernés par la création et l'animation de jardins collectifs.
- Faire connaître les bonnes pratiques déjà mises en œuvre par des collectivités et par des bailleurs sociaux en France comme à l'étranger.
- Expérimenter des démarches nouvelles de création et d'animation qui soient à la hauteur des enjeux sociaux, environnementaux et nutritionnels. La présence sur les territoires d'une « communauté apprenante » de jardiniers garantirait bien mieux la pérennité des équipements et l'amélioration des pratiques alimentaires.

### Démarches envisagées :

Des échanges entre collectivités territoriales d'une part et bailleurs sociaux d'autre part, permettraient des enrichissements mutuels, compte tenu de la diversité des méthodes, des expérimentations et des réalisations"

- Organisation de journées d'étude, y compris des visites de sites et des rencontres d'acteurs innovants en France ou à l'étranger.
- Formation des personnels (gestionnaires et services techniques) des collectivités et des organismes de logement social sur les enjeux sociaux, environnementaux et nutritionnel du jardinage collectif.
- Formations pour faire émerger parmi les jardiniers des « leaders » en mesure d'assurer la dynamisation sociale et technique de la vie des jardins.
- Mise en place et suivi/capitalisation d'opérations pilotes.
- Diffusion de documents méthodologiques vers les bailleurs et leurs partenaires. par exemple des indicateurs pour un suivi évaluation.

**Piste de recherche : Etudier les méthodes américaines de formation des bénévoles au leadership de voisinage.** Les acteurs américains nous ont signalé le rôle décisif de ces formations. Mais nous n'en connaissons pas le contenu et les méthodes pédagogiques. Il conviendrait d'identifier, au-delà des modalités particulières de mise en œuvre qui tiennent au contexte culturel, social et institutionnel Américain, les principes qui guident ces formations et qui seraient adaptables à un contexte européen.

## Les organisateurs du colloque

*Le PADES et la Scop SaluTerre collaborent depuis plus de vingt ans pour promouvoir des jardins collectifs qui contribuent réellement au bien vivre alimentaire et au développement social.*

**Le PADES** œuvre depuis 1996 pour la multiplication de jardins collectifs de développement social. Son objectif est de transformer un tissu d'initiatives isolées en une démarche cohérente avec des méthodes mieux définies. Le PADES est une équipe de chargés de mission spécialisés dans l'évaluation sociale et la modélisation méthodologique.

Son action vise, entre autres, à apporter un soutien méthodologique aux opérateurs, aux institutions et aux collectivités locales. Il réalise des diagnostics territoriaux, rédige et diffuse des guides méthodologiques, organise des formations.

Dans le cadre d'assistances à maîtrise d'ouvrage le PADES peut aider des collectivités territoriales, des bailleurs sociaux ou des opérateurs à préciser un projet et le faire démarrer dans de bonnes conditions.

PADES 42 rue de Maubeuge 75009 PARIS

Tel. 07 88 08 06 14

[contact@padesautoproduction.net](mailto:contact@padesautoproduction.net)

<http://www.padesautoproduction.net/>

**La Scop SaluTerre** est un bureau d'étude en ingénierie paysagère, sociale et environnementale. Ayant fait nos premières armes dans la création, mise en place et accompagnement de jardins partagés, nous portons désormais des projets multiples.

Une solide expérience dans l'innovation sociale lui a permis d'explorer les domaines du paysage concerté, de l'aménagement et de la co-gestion d'espaces publics, de l'accompagnement social et de la consolidation de l'autonomie, de la gestion des déchets organiques et le compostage collectif, de l'économie circulaire, de l'accompagnement de politiques publiques ...

SaluTerre est spécialisé dans la conception ou la réalisation de de systèmes alimentaires locaux : fermes urbaines, circuits courts de production, autoproduction vivrière, production et approvisionnement de fruits et légumes bio, dynamique locale et solidaire pour alimenter les cuisines collectives, formations et dynamiques du jardinage et bien vivre alimentaire. Sa démarche tend aussi à privilégier les méthodes d'agricultures biologiques, paysannes et soucieuses de l'environnement.

SaluTerre - Écopôle - 9, route de Saint Seurin de Prats - 24230 VÉLINES

Tél. 05 57 46 04 37 - [contact@saluterre.com](mailto:contact@saluterre.com) <http://www.saluterre.com>